



2^{ème} section

Dossier n° 2026-0011

Avis du 1^{er} juillet 2026

Commune de Falck (Moselle)

Budget non adopté en équilibre réel

Article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales

LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES GRAND EST

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612-1 à L. 1612-20, R. 1612-8 et suivants ;

Vu le code des juridictions financières, notamment ses articles L. 232-1 et L. 244-1 ;

Vu les lois et règlements relatifs aux budgets des collectivités territoriales et de leurs groupements ;

Vu les lois et règlements relatifs au budget et à la comptabilité des services publics industriels et commerciaux ;

Vu l'arrêté du président de la chambre régionale des comptes Grand Est portant fixation des attributions des sections et affectation des magistrats et vérificateurs du siège et les arrêtés portant délégation de signature au vice-président et aux présidents de section ;

Vu la lettre du 5 juin 2026, enregistrée au greffe le même jour, par laquelle le préfet de la Moselle a saisi la chambre régionale des comptes Grand Est sur le fondement de l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales, au motif que le budget primitif de la commune de Falck pour l'exercice 2026 n'aurait pas été voté en équilibre réel ;

Vu la lettre du 9 juin 2026, par laquelle la présidente de la 2^{ème} section, agissant par délégation du président de la chambre régionale des comptes Grand Est a informé l'ordonnateur de la commune de Falck de la mise en œuvre de la procédure de contrôle des actes budgétaires et l'a invité à présenter, avant le 17 juin 2026 ses observations à la chambre dans les conditions prévues aux articles L. 244-1 et R. 244-1 du code des juridictions financières ;

Entendu les observations du maire de Falck, les 17, 25 et 26 juin 2026 ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier et des éléments d'information recueillis au cours de l'instruction ;

Vu les conclusions du ministère public ;

Après avoir entendu Mme Virginie Duhamel-Fouet, première conseillère, en son rapport, et après en avoir délibéré en séance de section, conformément à la loi, dans la formation suivante :

- M. Philippe Buzzi, vice-président de la chambre régionale des comptes Grand Est, président de séance,
- Mme Virginie Duhamel-Fouet, première conseillère ;
- M. Florent Charles, conseiller.

ÉMET L'AVIS SUIVANT

CONSIDÉRANT CE QUI SUIT

1 SUR LE CONTEXTE

Falck est une commune de 2 516 habitants¹ située dans le bassin de vie de Moselle-Est, à proximité de la frontière allemande. Elle est membre de la communauté de communes de la Houve et du Pays Boulageois (CCHPB) regroupant 37 communes et issue de la fusion au 1^{er} janvier 2017 des deux communautés de communes éponymes. À la suite d'élections municipales anticipées en octobre 2025, un nouveau conseil municipal a été élu, dont M. Jean-Marcel Schroeder a été désigné maire. Il a été réélu en mars 2026.

Le budget de la commune est composé d'un budget principal et de trois budgets annexes : l'un relatif à la gestion de l'eau (service public industriel et commercial), un autre dédié à la maison de l'autonomie encore en cours de construction et un troisième concernant un immeuble de rapport comportant des logements et des espaces commerciaux en rez-de-chaussée.

Une première intervention de la chambre en 2025

La commune a déjà fait l'objet d'un contrôle des actes budgétaires en 2025, sur saisine du préfet de la Moselle, pour défaut d'équilibre réel du budget primitif (L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales).

Après constat de déficits sur les budgets annexes maison de l'autonomie et immeuble place du marché, ainsi que sur le budget principal, la chambre a proposé un plan de rétablissement pour un retour à l'équilibre d'ici 2027. Pour couvrir le besoin de financement résultant de la couverture des déficits des budgets annexes précités et rééquilibrer la section de fonctionnement du budget principal en 2026, la chambre a préconisé une augmentation des taux de fiscalité directe locale sur les exercices 2025 à 2027.

¹ Données INSEE 2022

À la suite de cet avis, le conseil municipal de Falck n'a pas adopté de mesures suffisantes pour rétablir l'équilibre réel du budget 2025 (délibération du 28 juillet 2025), ce que la chambre a constaté dans son avis du 12 août 2025. Par conséquent, le préfet du département de la Moselle a arrêté et rendu exécutoire le budget primitif 2025 de la commune de Falck (arrêté du 21 août 2025) en suivant les propositions de la chambre.

En contradiction avec les préconisations formulées par la chambre, l'ancien maire a contracté, dès septembre 2025, un nouvel emprunt de 1 M€ sur le budget annexe « maison de l'autonomie ». La chambre rappelle que ces pratiques de cavalerie budgétaire, contraires aux règles de la gestion publique, sont à proscrire.

Le budget annexe maison de l'autonomie

Le projet consistant à créer 31 logements destinés à des personnes dépendantes sur le territoire communal a été initialement évalué en 2019 à 4,4 M€ hors taxes et hors honoraires du mandataire. En 2026, le coût du projet est désormais évalué par le maître d'ouvrage à 7 M€ HT (8,4 M€ TTC), soit près du double du budget initialement prévu. Le montant total des emprunts contractés sur ce budget annexe s'élève à 6,8 M€.

Alors que la livraison était initialement envisagée mi-2024, elle est maintenant prévue pour 2026, avec l'entrée des premiers occupants en 2027.

La chambre estime que le produit de la location des 31 logements (évalué à environ 300 000 €) ne suffira pas à couvrir le remboursement de la dette et les frais inhérents au fonctionnement du bâtiment.

L'endettement de la commune

La commune a contracté 18 emprunts (9 sur le budget principal, 7 sur le budget annexe maison de l'autonomie et 2 sur le budget annexe eau).

Consolidés, le budget principal et les budgets annexes administratifs présentent un encours de dette de 8,7 M€ au 31 décembre 2025 (dont 6,3 M€ pour le budget annexe maison de l'autonomie). Cet endettement représente plus de 3 400 €/habitant. La capacité de désendettement atteint 142 années, au regard de la capacité d'autofinancement brute du seul budget principal, qui verse des subventions d'équilibre à ses budgets annexes administratifs.

Les premières mesures prises par la nouvelle équipe municipale

La nouvelle équipe municipale a engagé des actions en vue de retrouver une trajectoire financière soutenable : discussions avec les établissements bancaires afin de définir une stratégie de lissage de la dette ; renégociation de plusieurs contrats et conventions en vue de réduire les charges de fonctionnement ; réorganisation des ressources humaines en vue d'une diminution progressive des effectifs.

Des relations institutionnelles ont été renouées avec la communauté de communes de la Houve et du Pays Boulageois, qui apporte son soutien à la commune en mettant à sa disposition son responsable financier et sa responsable des ressources humaines, en contrepartie d'une prise en charge financière correspondant à la quotité de travail effectuée au bénéfice de la commune.

2 SUR LA RECEVABILITE DE LA SAISINE

L'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales dispose que « lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'est pas voté en équilibre réel, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'État dans un délai de trente jours à compter de la transmission prévue aux articles L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1, le constate et propose à la collectivité territoriale, dans un délai de trente jours à compter de la saisine, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande à l'organe délibérant une nouvelle délibération.

La nouvelle délibération, rectifiant le budget initial, doit intervenir dans un délai d'un mois à partir de la communication des propositions de la chambre régionale des comptes.

Si l'organe délibérant ne s'est pas prononcé dans le délai prescrit, ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre régionale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à partir de la transmission de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'État dans le département. Si celui-ci s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite ».

Aux termes de l'article [L. 1612-4](#) du même code, « le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice ».

Par courrier du 5 juin 2026, le préfet de la Moselle, qui a qualité pour agir, a saisi la chambre sur le fondement de l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales pour défaut d'équilibre réel du budget primitif 2026 de la commune de Falck en raison du déséquilibre du budget principal à hauteur de 1,837 M€.

Le budget de la commune de Falck a été adopté le 29 avril 2026, reçu en préfecture le 11 mai 2026. La saisine de la chambre, le 5 juin 2026, est donc intervenue dans le délai de trente jours à compter de la transmission des actes budgétaires dont l'équilibre est contesté ainsi que le prescrit l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales.

Aux termes de l'article [R. 1612-8](#) du code général des collectivités territoriales, le délai dont dispose la chambre régionale des comptes pour formuler ses propositions court à compter de la réception au greffe de l'ensemble des documents dont la production est requise. Au cas d'espèce, la chambre régionale des comptes a été en possession de l'ensemble des justifications et documents prévus à l'article [R. 1612-19](#) du code précité le 5 juin 2026.

Il résulte de ce qui précède que la saisine du préfet de Moselle est recevable et complète à la date du 5 juin 2026. La chambre dispose d'un délai de trente jours à compter de cette date pour statuer.

3 SUR LA DETERMINATION DU MONTANT DU DESEQUILIBRE BUDGÉTAIRE

En application du principe d'unité budgétaire et de l'article [L. 1612-22](#) du code général des collectivités territoriales, le budget communal constitue un acte unique. La chambre régionale des comptes est donc fondée à examiner l'ensemble des actes budgétaires adoptés par l'assemblée délibérante pour vérifier s'ils satisfont aux règles d'équilibre réel posées par l'article L. 1612-4 du même code, à savoir l'équilibre entre recettes et dépenses section par section, la sincérité des inscriptions budgétaires et la couverture de l'annuité en capital de la dette par des ressources propres, son office ne se limitant pas au seul motif de déséquilibre signalé par la préfecture dans sa saisine.

3.1 Sur l'exécution du budget 2025

Il appartient à la chambre de s'assurer de la correcte affectation des résultats de clôture de l'exercice 2025 et de vérifier la sincérité des restes à réaliser en recettes et en dépenses d'investissement établis par la commune de Falck en clôture de cet exercice.

3.1.1 Sur la sincérité des restes à réaliser

Selon l'article [R. 1612-52](#) du code général des collectivités territoriales, « [...] *les restes à réaliser de la section d'investissement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre [...]* ».

Le processus comptable et budgétaire de la commune souffre d'un défaut de fiabilité. Aucune comptabilité d'engagement n'est tenue. De ce fait, la commune n'est pas en mesure de déterminer avec exactitude l'ensemble des restes à réaliser (RAR) à la clôture de l'exercice, conformément à l'article précité du CGCT.

La chambre constate toutefois qu'au terme de l'exercice 2025, seuls le budget principal et le budget annexe « eau » recensent des restes à réaliser (RAR) en dépenses d'investissement dans le compte financier unique, pour un montant respectif de 27 574,17 € et 36 040 €.

Sur la base des informations recueillies, les restes à réaliser en dépenses d'investissement sont maintenus à hauteur de 27 574,17 € au budget principal et de 36 40 € au budget annexe eau. Ce montant constitue un minimum, eu égard aux éventuels engagements non portés à la connaissance de la chambre et qui n'ont pu être comptabilisés.

3.1.2 Sur les résultats de l'exercice 2025 et leur reprise

Par conséquent les résultats cumulés de l'exercice 2025 s'établissent comme suit :

Tableau n° 1 : Résultats cumulés de l'exercice 2025

| | | Budget principal | BA Eau | BA Immeuble | BA Maison autonomie |
|--|--|-----------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| Section de fonctionnement (ou d'exploitation) | Recettes | 2 999 114,43 | 348 574,41 | 573 194,76 | 376 552,64 |
| | Dépenses | 2 960 413,56 | 476 975,03 | 35 234,06 | 233 143,06 |
| | Résultat N | 38 700,87 | - 128 400,62 | 537 960,70 | 143 409,58 |
| | Résultat N-1* | 0,00 | 161 598,25 | - 545 215,67 | - 164 362,41 |
| | Résultat cumulé | 38 700,87 | 33 197,63 | - 7 254,97 | - 20 952,83 |
| Section d'investissement | Recettes | 339 650,18 | 244 457,87 | 0,00 | 6 945 219,48 |
| | Dépenses | 286 573,04 | 63 464,63 | 0,00 | 6 819 152,59 |
| | Résultat N | 53 077,14 | 180 993,24 | 0,00 | 126 066,89 |
| | Résultat N-1 | - 1 658 605,95 | - 34 338,76 | 575 967,04 | 753 921,44 |
| | Résultat cumulé | - 1 605 528,81 | 146 654,48 | 575 967,04 | 879 988,33 |
| | Déficit clôture BA lotissement | - 12 263,81 | | | |
| | Résultat cumulé avec BA lotissement | - 1 617 792,62 | | | |
| | solde RAR | -27 574,17 | - 36 040,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Besoin (-) ou capacité (+) de financement | - 1 645 366,79 | 110 614,48 | 575 967,04 | 879 988,33 |
| Délibération affectation résultats | c/1068 | 38 700,87 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Excédent (+) ou déficit (-) | - 1 606 665,92 | | - 7 254,97 | - 20 952,83 |
| Résultat global de clôture (hors RAR) | | - 1 579 091,75 | 179 852,11 | 568 712,07 | 859 035,50 |

Source : CRC Grand Est d'après les comptes financiers uniques et les délibérations d'affectation des résultats.

Les budgets annexes ne nécessitant pas d'affectation en réserves au compte 1068, compte tenu de l'absence de besoin de financement, il convient donc d'en reporter les résultats aux budgets primitifs 2026 de chacun d'entre eux.

Au budget principal, le besoin de financement s'établissant à 1 645 366,79 €, il convient de le couvrir partiellement par l'affectation de l'excédent cumulé de fonctionnement, au compte 1068, à hauteur de 38 700,87 €.

3.2 Sur la vérification de la sincérité des inscriptions figurant au budget primitif 2026

Les inscriptions nouvelles du budget 2026 ont été examinées au regard des pièces communiquées à la chambre par la préfecture, la commune de Falck et le service de gestion

comptable de Saint-Avoid. Leur sincérité, appréciée conformément aux dispositions de l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales, repose sur les éléments d'information en possession de la chambre à la date du délibéré.

Les budgets principal et annexes étant votés par chapitre, les dépenses et les recettes sont présentées au niveau du chapitre, tel que défini par l'article [R. 1612-42](#) du code général des collectivités territoriales, leurs montants étant arrondis à l'euro le plus proche.

Le montant de chaque article a cependant été apprécié au regard du caractère obligatoire de la dépense ou du caractère certain de la recette, des éléments justificatifs fournis par le maire, des engagements pris par l'organe délibérant ainsi que des consommations de crédits et de recettes des trois derniers exercices échus et de l'exercice en cours (consommation constatée par le service de gestion comptable de Saint-Avoid au 24 juin 2026).

3.2.1 Sur l'équilibre du budget annexe eau

Le budget primitif 2026 du budget annexe eau a été adopté le 29 avril 2026, en équilibre apparent pour chacune des deux sections, pour un montant total de 391 442 € en section d'exploitation et 228 008 € en section d'investissement.

Concernant la section d'investissement

En dépenses, au *chapitre 20 « immobilisations incorporelles »*, le montant voté de 49 574 € peut-être ramené à 40 095 € au regard des devis et factures présentés à la chambre.

Au *chapitre 21 « immobilisations corporelles »*, le montant voté de 157 259 € doit être porté à 257 140 € au regard des incidents significatifs intervenus récemment et des devis et factures présentés à la chambre.

Au *chapitre 16 « emprunts et dettes assimilés »*, le montant voté de 19 935 € peut être ramené à 15 519 € au regard des tableaux d'amortissements des emprunts.

Les montants inscrits en dépenses ou en recettes dans les autres chapitres de la section d'investissement n'appellent pas d'observation au regard des dispositions de l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales. De plus, le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice est bien couvert par des ressources propres.

Concernant la section d'exploitation

En dépenses, au *chapitre 014 « Atténuation de produits »*, aucun crédit n'a été prévu au titre de deux reversements à l'agence de l'eau : la redevance pour pollution d'origine domestique et la redevance pour modernisation des réseaux de collecte. En l'absence de toute information précise, la prudence conduit à prévoir le montant moyen des mandatements constatés au cours des trois précédents exercices budgétaires, soit 68 000 € au total.

Les montants inscrits en dépenses ou en recettes dans les autres chapitres de la section d'exploitation n'appellent pas d'observation au regard des dispositions de l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales.

Au regard des corrections apportées, le budget annexe eau présente un déséquilibre de la section d'exploitation de 68 000 € et un déséquilibre de la section d'investissement de 85 986 €.

3.2.2 Sur l'équilibre du budget annexe immeuble place du marché

Le budget primitif 2026 du budget annexe immeuble place du marché a été adopté le 29 avril 2026, et modifié le 27 mai 2026. Il se présente en équilibre apparent pour la section de fonctionnement, pour un montant total de 120 000 € et en suréquilibre de 338 043 € pour la section d'investissement. Conformément à l'article L. 1612-7 du code général des collectivités territoriales, une section d'investissement comportant un excédent n'est pas considérée comme en déséquilibre.

Concernant la section d'investissement

En dépenses, au *chapitre 16 « emprunts et dettes assimilés »*, le montant voté de 609 000 € peut être ramené à 600 000 € au regard de la seule opération prévue en 2026 et qui s'est déjà réalisée.

Les prévisions inscrites en dépenses et en recettes pour les autres chapitres de la section d'investissement n'appellent pas d'observation.

Concernant la section de fonctionnement

En recettes, au *chapitre 70 « produits des services du domaine et ventes diverses »*, 120 000 € de recettes ont été inscrits en prévision de la vente d'une cellule commerciale et d'un garage. En l'absence de toute promesse de vente, il ne s'agit pas de recettes certaines et ce montant doit être ramené à 0 €.

Par conséquent, **en dépenses**, le montant voté au *chapitre 011 « charges à caractère général »* (22 859 €) peut être ramené à 5 059 € (absence d'honoraires d'agence immobilière en l'absence de promesse de vente et économies réalisées en matière d'équipements et travaux au regard des devis et factures présentés à la chambre).

Le montant voté au *chapitres 66 « charges financières »* (28 000 €) peut être ramené à 27 803 € au regard des tableaux d'amortissement.

Les prévisions inscrites en dépenses et en recettes pour les autres chapitres de la section de fonctionnement n'appellent pas d'observation au regard des dispositions de l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales.

Au regard des corrections apportées, le budget annexe immeuble place du marché présente un déséquilibre de la section de fonctionnement de 102 003 € et un suréquilibre de la section d'investissement de 347 043 €.

3.2.3 Sur l'équilibre du budget annexe maison de l'autonomie

Le budget primitif 2026 du budget annexe maison de l'autonomie a été adopté le 29 avril 2026, et modifié le 27 mai 2026. Il se présente en équilibre apparent pour chacune des deux sections, pour un montant total de 920 746 € en section de fonctionnement et 1 490 000 € en section d'investissement.

Concernant la section d'investissement

En dépenses, au *chapitre 21 « immobilisations corporelles »*, le montant voté de 30 000 € peut être ramené à 25 274 € au regard du report de l'ouverture de la maison et des pièces produites à la chambre.

Au *chapitre 23 « immobilisations en cours »*, le montant voté de 1 240 000 € doit être porté à 1 443 100 € au regard des appels de fonds 2026 du mandataire de la commune dans le cadre de la construction de la maison de l'autonomie portés à la connaissance de la chambre.

Au *chapitre 16 « emprunts et dettes assimilés »*, le montant voté de 220 000 € peut être ramené à 208 002 € au regard des tableaux d'amortissement.

En recettes, au *chapitre 16 « emprunts et dettes assimilés »*, la somme de 19 500 € inscrite au *compte 165 « dépôts et cautionnements reçus »* et correspondant aux cautions des locataires, doit être ramenée à 0 € en l'absence d'ouverture de la maison de l'autonomie en 2026.

Les montants inscrits en dépenses ou en recettes dans les autres chapitres de la section d'investissement n'appellent pas d'observation au regard des dispositions de l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales. En particulier, le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice est bien couvert par des ressources propres.

Concernant la section de fonctionnement

En dépenses, en l'absence d'ouverture de la maison de l'autonomie en 2026, les montants inscrits aux *chapitres 011 « charges à caractère général »* (124 201 €) et *012 « charges de personnel et frais assimilés »* (22 500 €) doivent respectivement être ramenés à 81 500 € et 0 €.

Au *chapitre 66 « charges financières »*, le montant voté de 243 532 € peut être ramené à 230 541 € au regard des tableaux d'amortissement.

En recettes, le montant inscrit au *chapitre 75 « autres produits de gestion courante »* (920 746 €) doit être diminué de 137 000 € au titre des revenus des immeubles en l'absence d'ouverture de la maison de l'autonomie en 2026.

Les prévisions inscrites en dépenses et en recettes pour les autres chapitres de la section de fonctionnement n'appellent pas d'observation au regard des dispositions de l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales.

Au regard des corrections apportées, le budget annexe maison de l'autonomie présente un déséquilibre de la section de fonctionnement de 58 808 € et un déséquilibre de la section d'investissement de 205 876 €.

3.2.4 Sur l'équilibre du budget principal

Le budget primitif 2026 du budget principal a été adopté le 29 avril 2026, et modifié le 27 mai 2026. Il se présente en équilibre apparent pour la section de fonctionnement à hauteur de 2 823 224 € et en déséquilibre pour la section d'investissement, de - 1 836 999 €.

Concernant la section d'investissement

En dépenses, au *chapitre 20 « immobilisations incorporelles »*, le montant voté de 28 100 € peut être ramené à 24 030 € au regard des devis et factures présentés à la chambre.

Au *chapitre 21 « immobilisations corporelles »*, le montant voté de 113 450 € peut être ramené à 90 933 € au regard des devis et factures présentés à la chambre.

Au *chapitre 16 « emprunts et dettes assimilés »*, le montant voté de 182 438 € peut être ramené à 153 614 € au regard des tableaux d'amortissements des emprunts.

En recettes, au *chapitre 10 « dotations, fonds divers et réserves »*, le montant voté de 12 500 € doit être ramené à 8 640 € au regard des justificatifs en matière de versement de fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

Afin de respecter la règle consistant à couvrir par des ressources propres le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice, il conviendrait théoriquement d'augmenter de 96 653 € le montant voté au *chapitre 021 « virement de la section de fonctionnement »*, (et parallèlement au *chapitre 023 « virement à la section d'investissement »* en dépenses de la section de fonctionnement).

Les montants inscrits en dépenses ou en recettes dans les autres chapitres de la section d'investissement n'appellent pas d'observation au regard des dispositions de l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales.

Concernant la section de fonctionnement

En dépenses, au *chapitre 011 « charges à caractère général »*, le montant voté de 615 700 € doit être porté à 695 776 € en raison principalement de factures EDF impayées sur les exercices antérieurs.

Au *chapitre 014 « atténuation de produits »*, le montant voté de 152 000 € doit être ramené à 151 674 € au regard du montant exact du versement que la commune réalise au profit du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR, mécanisme mis en place dans le cadre de la suppression de la taxe professionnelle).

Au *chapitre 66 « charges financières »*, le montant voté de 45 000 € peut être ramené à 29 137 € au regard des tableaux d'amortissement.

Au *chapitre 67 « charges spécifiques »*, le montant voté de 3 000 € peut être ramené à 1 000 €, au regard des crédits effectivement consommés au cours de l'exercice 2025 en matière de titres annulés.

En recettes, au *chapitre 70 « produits des services, du domaine et des ventes »*, le montant voté de 49 632 € peut être porté à 54 632 € (remboursement de frais de véhicules par le budget annexe de l'eau, prévu à ce budget mais non reporté au budget principal).

Au *chapitre 73 « impôts et taxes »*, le montant voté de 337 000 € peut être porté à 337 442 € en raison de la connaissance du montant exact de l'attribution de compensation versée par la communauté de communes.

Au *chapitre 73 « fiscalité locale »*, le montant voté de 1 801 288 € peut être porté à 1 890 501 € au regard de l'état n° 1259 produit par les services fiscaux.

Au *chapitre 74 « dotations et participations »*, le montant voté de 518 800 € peut être porté à 544 469 € au regard des notifications des dotations de l'État.

Au *chapitre 75 « autres produits de gestion courante »*, le montant voté de 76 500 € peut être porté à 76 608 € au regard d'un produit déjà encaissé (sinistre).

Les prévisions inscrites en dépenses et en recettes pour les autres chapitres de la section de fonctionnement n'appellent pas d'observation au regard des dispositions de l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales.

Au regard des corrections apportées, le budget principal présente un déséquilibre de la section de fonctionnement de 38 108 € et un déséquilibre de la section d'investissement de 1 668 795 €.

3.2.5 Sur le montant du déséquilibre constaté

Le montant du déséquilibre du budget de la commune de Falck s'élève à 2 161 590 €, dont 266 919 € en fonctionnement (tous les budgets sont concernés) et 1 894 671 € en investissement (budget principal et budgets annexes eau et maison de l'autonomie).

Tableau n° 2 : Montants des déséquilibres constatés

| Budget annexe eau | | Budget voté | Rectifications CRC | Budget après modification |
|---|------------------------|--------------------|---------------------------|----------------------------------|
| Section d'exploitation | Recettes | 358 244,37 | | 358 244,37 |
| | Dépenses | 391 442,00 | 68 000,00 | 459 442,00 |
| | Résultat N | - 33 197,63 | | - 101 197,63 |
| | Résultat N-1 | 33 197,63 | | 33 197,63 |
| | Résultat cumulé | 0,00 | | - 68 000,00 |
| Section d'investissement | Recettes | 81 353,52 | | 81 353,52 |
| | Dépenses | 191 968,00 | 85 986,00 | 277 954,00 |
| | Résultat N | - 110 614,48 | | - 196 600,48 |
| | Résultat N-1 | 146 654,48 | | 146 654,48 |
| | Résultat cumulé | 36 040,00 | | - 49 946,00 |
| | RAR | - 36 040,00 | | - 36 040,00 |
| | Besoin de financement | 0,00 | | - 85 986,00 |
| Budget annexe Immeuble place du marché | | Budget voté | Rectifications CRC | Budget après modification |
| Section de fonctionnement | Recettes | 120 200,00 | - 120 000,00 | 200,00 |
| | Dépenses | 112 945,03 | - 17 997,00 | 94 948,03 |
| | Résultat N | 7 254,97 | | - 94 748,03 |
| | Résultat N-1 | - 7 254,97 | | - 7 254,97 |
| | Résultat cumulé | 0,00 | | - 102 003,00 |
| Budget annexe Immeuble place du marché | | Budget voté | Rectifications CRC | Budget après modification |
| Section d'investissement | Recettes | 371 075,96 | | 371 075,96 |
| | Dépenses | 609 000,00 | - 9 000,00 | 600 000,00 |
| | Résultat N | - 237 924,04 | | - 228 924,04 |
| | Résultat N-1 | 575 967,04 | | 575 967,04 |
| | Résultat cumulé | 338 043,00 | | 347 043,00 |

| Budget annexe maison de l'autonomie | | Budget voté | Rectifications CRC | Budget après modification |
|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------------|
| Section de fonctionnement | Recettes | 920 746,00 | - 137 000,00 | 783 746,00 |
| | Dépenses | 899 793,17 | - 78 192,00 | 821 601,17 |
| | Résultat N | 20 952,83 | | - 37 855,17 |
| | Résultat N-1 | - 20 952,83 | | - 20 952,83 |
| | Résultat cumulé | 0,00 | | - 58 808,00 |
| Section d'investissement | Recettes | 610 011,67 | - 19 500,00 | 590 511,67 |
| | Dépenses | 1 490 000,00 | 186 376,00 | 1 676 376,00 |
| | Résultat N | - 879 988,33 | | - 1 085 864,33 |
| | Résultat N-1 | 879 988,33 | | 879 988,33 |
| | Résultat cumulé | 0,00 | | - 205 876,00 |
| Budget principal | | Budget voté | Rectifications CRC | Budget après modification |
| Section de fonctionnement | Recettes | 2 823 224,00 | 120 432,00 | 2 943 656,00 |
| | Dépenses | 2 823 224,00 | 158 539,84 | 2 981 763,84 |
| | Résultat N | 0,00 | | - 38 107,84 |
| | Résultat N-1 | 0,00 | | 0,00 |
| | Résultat cumulé | 0,00 | | - 38 107,84 |
| Section d'investissement | Recettes | 142 031,87 | 92 792,84 | 234 824,71 |
| | Dépenses | 333 664,21 | - 55 411,00 | 278 253,21 |
| | Résultat N | - 191 632,34 | | - 43 428,50 |
| | Résultat N-1 | - 1 617 792,62 | | - 1 617 792,62 |
| | Résultat cumulé | - 1 809 424,96 | | - 1 661 221,12 |
| | RAR | - 27 574,17 | | - 27 574,17 |
| Besoin de financement | - 1 836 999,13 | | - 1 688 795,29 | |
| Montant total du déséquilibre fonctionnement/exploitation | | | | - 266 918,84 |
| Montant total du déséquilibre investissement | | | | - 1 894 671,29 |
| Montant total du déséquilibre | | | | - 2 161 590,13 |

Source : CRC Grand Est

Par conséquent, la chambre est fondée à proposer, conformément à l'article L. 1612-5 du CGCT, les mesures permettant à la commune de Falck de rétablir l'équilibre de son budget principal, ainsi que celui de ses trois budgets annexes.

4 SUR LES MESURES NECESSAIRES AU RETABLISSEMENT DE L'EQUILIBRE

Aux termes de l'articles [R. 1612-21](#) du CGCT, « *les propositions de la chambre régionale des comptes, formulées conformément à l'article L. 1612-5, et tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire de la collectivité, portent sur des mesures dont la réalisation relève de la seule responsabilité de la collectivité [...]* ».

Dans un contexte de situation financière extrêmement dégradée et de surendettement, la commune de Falck est confrontée pour l'exercice 2026 à plusieurs déséquilibres budgétaires affectant son budget principal ainsi que chacun de ses budgets annexes. Le montant cumulé de ces déséquilibres ne permet pas d'envisager un retour à l'équilibre sur un seul exercice.

4.1 Sur le budget annexe eau

Le service d'eau potable est géré en régie par la commune, qui est l'une des trois seules communes du secteur à exercer cette compétence directement. Pour les communes voisines, celle-ci est exercée soit par le syndicat mixte des eaux de Boulay, soit par le syndicat intercommunal des eaux de Bouzonville.

La chambre a constaté des incidents significatifs depuis le début de l'année : deux fuites importantes, la vétusté de certains équipements, ainsi qu'un affaissement important du plafond et d'une partie de la toiture de la station de pompage. Des travaux d'urgence ont dû être engagés sans délai et des actions de modernisation ont été lancées (remplacement de vannes, interconnexion avec le réseau voisin pour sécuriser l'approvisionnement, ...), entraînant des dépenses non prévues dans le budget voté par la commune, qu'il convient de prendre en compte. Au-delà de leurs conséquences budgétaires immédiates, ces incidents révèlent un déficit d'investissement sur les infrastructures essentielles du réseau. À titre d'exemple, sur l'un des trois puits de la commune, un filtre à charbon actif, indispensable au traitement de certaines pollutions, est hors service depuis plus de cinq ans. Cette situation risque de se traduire, dans les années à venir, par une augmentation des dépenses d'équipement. C'est pourquoi la chambre invite la commune à engager dès à présent une réflexion sur le transfert de la compétence eau potable à l'un des syndicats présents sur le territoire.

Le budget annexe eau présente un déséquilibre de la section d'exploitation de 68 000 € et un déséquilibre de la section d'investissement de 85 986 €.

S'agissant d'un service public industriel et commercial, ce budget doit être équilibré en recettes et en dépenses. La chambre propose donc de rétablir l'équilibre en un seul exercice.

Afin d'équilibrer la section d'investissement, la chambre propose d'augmenter le montant du virement de la section d'exploitation à la section d'investissement. Ainsi, le montant voté de 20 941 € aux *chapitres 021 « virement de la section d'exploitation »* (recettes de la section d'investissement) et *023 « virement à la section d'investissement »* (dépenses de la section d'exploitation) doit être porté à 106 927 €.

Afin d'équilibrer la section d'exploitation, la chambre propose d'augmenter la tarification de l'eau. Le prix unitaire du m³ a été fixé à 1,70 € HT (soit 2,04 € TTC) en 2025,

tandis que le prix moyen des services d'eau potable en Moselle était de 2,44 € TTC/m³ la même année (et 2,46 € TTC/m³ pour la moyenne nationale²). Ainsi, le montant voté au *chapitre 070* « ventes de produits fabriqués, restations », de 355 000 €, doit être porté à 508 986 €.

Le budget primitif 2026 du budget annexe eau se présenterait ainsi à l'équilibre en recettes et en dépenses, à hauteur de 545 429 € pour la section d'exploitation et de 313 995 € pour la section d'investissement. De plus, le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice serait couvert par des ressources propres.

4.2 Sur le budget annexe immeuble place du marché

Le budget annexe immeuble place du marché présentant une section de fonctionnement en déséquilibre de 102 003 €, la mesure proposée consiste au rétablissement de l'équilibre en un seul exercice, grâce à une subvention du budget principal.

La chambre invite également la commune à clôturer ce budget annexe, qui porte une opération immobilière de six logements et trois cellules commerciales, dont une seule reste à vendre (ainsi qu'un garage). Les budgets annexes constituent en effet une exception aux principes d'unité et d'universalité budgétaires. Compte tenu du faible nombre de mouvements financiers sur ce budget, sa clôture répondrait à un objectif de lisibilité et de rationalisation des comptes. Les dépenses et recettes issues du reliquat des cellules à vendre seraient alors pris en charge par le budget principal, qui bénéficierait de surcroît du résultat de clôture en investissement.

Au regard du déficit de la section de fonctionnement, la chambre propose d'annuler le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement.

Ainsi, le montant voté de 62 076 € aux chapitres 021 « virement de la section de fonctionnement » (recettes de la section d'investissement) et 023 « virement à la section d'investissement » (dépenses de la section de fonctionnement) doit être ramené à 0 €.

Pour équilibrer la section de fonctionnement, le montant inscrit au *chapitre 75* « autres produits de gestion courante » (200 €) doit être porté à 40 127 € en raison du versement d'une subvention par le budget principal.

Le budget primitif 2026 du budget annexe immeuble place du marché se présenterait ainsi à l'équilibre à hauteur de 40 127 € en recettes et en dépenses pour la section de fonctionnement et en suréquilibre de 284 967 € pour la section d'investissement. Conformément à l'article L. 1612-7 du code général des collectivités territoriales, une section d'investissement comportant un excédent n'est pas considérée comme en déséquilibre.

² Source : [Département MOSELLE \(57\) \(2025\) | Observatoire Sispea](#).

4.3 Sur le budget annexe maison de l'autonomie

Le budget annexe maison de l'autonomie présente à la fois une section de fonctionnement en déséquilibre de 58 808 € et une section d'investissement en déséquilibre de 205 876 €. La chambre propose néanmoins le rétablissement de l'équilibre en un seul exercice, grâce à une subvention du budget principal, en raison notamment des charges pesant déjà sur ce budget en 2027 : remboursement d'un emprunt d'1 M€ dont le choix avait été fait au moment de sa souscription de le rembourser en une seule fois en 2027.

Le projet de la maison de l'autonomie comprend 31 logements à destination de personnes dépendantes. La chambre constate que le coût de ce projet a plus que doublé entre l'avant-projet évalué en 2019 à 4,4 M€ hors taxes (et hors honoraires du mandataire) et le coût désormais évalué par le maître d'ouvrage à 7 M€ HT (8,4 M€ TTC). En 2026, le montant total des emprunts contractés sur ce budget annexe s'élève à 6,8 M€. Les travaux ne sont toujours pas achevés et l'ouverture n'est pas programmée avant 2027.

La chambre invite la commune à suivre précisément les subventions accordées dans le cadre de ce projet afin de pouvoir percevoir les soldes restant éventuellement à verser.

La chambre constate également que le produit de la location des 31 logements (estimé à environ 300 000 €) ne suffira même pas à couvrir le remboursement de la dette dans les prochaines années, celle-ci représentant, entre 2028 et 2030, plus de 350 000 €.

Afin d'équilibrer la section d'investissement, la chambre propose d'augmenter le montant du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement.

Ainsi, le montant voté de 509 551 € aux *chapitres 021 « virement de la section de fonctionnement »* (recettes de la section d'investissement) et *023 « virement à la section d'investissement »* (dépenses de la section de fonctionnement) doit être porté à 715 427 € pour équilibrer la section d'investissement.

Afin d'équilibrer la section de fonctionnement, la chambre propose d'augmenter le montant de la subvention versée par le budget principal.

Ainsi, le montant voté au *chapitre 75 « autres produits de gestion courante »* (recettes de la section de fonctionnement), le montant voté de 920 746 € doit être porté à 1 048 431 € en raison de l'augmentation de la subvention versée par le budget principal pour équilibrer ce budget annexe.

Le budget primitif 2026 du budget annexe maison de l'autonomie se présenterait ainsi à l'équilibre à hauteur de 1 048 431 € en recettes et en dépenses pour la section de fonctionnement et de 1 676 376 € en recettes et en dépenses pour la section d'investissement. De plus, le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice serait bien couvert par des ressources propres.

4.4 Sur le budget principal

Le budget principal présente à la fois une section de fonctionnement en déséquilibre de 38 108 € et une section d'investissement en déséquilibre de 1 668 795 €, dont l'origine provient

du solde d'exécution négatif reporté d'année en année. La chambre propose son apurement progressif sur cinq ans, jusqu'en 2030.

Afin de tenir compte de l'augmentation des subventions versées aux deux budgets annexes immeuble place du marché et maison de l'autonomie, le montant voté de 1 029 793 € au *chapitre 65 « autres charges de gestion courante »* (dépenses de la section de fonctionnement) doit être porté à 1 324 164 €.

Par conséquent, le montant voté de 64 519 € aux *chapitres 021 « virement de la section de fonctionnement »* (recettes de la section d'investissement) et *023 « virement à la section d'investissement »* (dépenses de la section de fonctionnement) doit être ramené à 0 € au regard du déséquilibre de la section de fonctionnement.

Le budget primitif 2026 du budget principal se présenterait alors en déficit de 171 307 € sur la section de fonctionnement et en déficit de 1 555 000 € sur la section d'investissement.

Si les propositions de la chambre permettent de rétablir l'équilibre, en 2026, sur les budgets annexes, le montant cumulé du déséquilibre sur le budget principal ne permet pas d'envisager un retour à l'équilibre sur un seul exercice et une trajectoire pluriannuelle de redressement doit donc être envisagée.

4.5 Sur la trajectoire pluriannuelle

Les mesures proposées par la chambre visent au rétablissement des équilibres budgétaires **d'ici 2030**. Celles-ci consisteraient à :

- 1) Prendre les mesures nécessaires à l'équilibre de la section d'exploitation du budget annexe eau et engager une réflexion sur le **transfert de la compétence eau potable** à l'un des syndicats présents sur le territoire ;
- 2) **Compenser dès 2026 les déficits des budgets annexes administratifs par le versement de subventions d'équilibre du budget principal ;**
- 3) **Clôturer, à la fin de l'exercice 2025, le budget annexe immeuble place du marché.** Les dépenses et recettes issues des deux derniers lots à vendre seraient alors pris en charge par le budget principal, et l'excédent de sa section d'investissement viendrait en diminution du déficit de la section d'investissement du budget principal ;
- 4) **Limiter les nouvelles dépenses d'investissement de la commune sur toute la période** aux seules dépenses de gros entretien et de mise en sécurité afin que les ressources d'investissement supplémentaires dégagées puissent être consacrées, prioritairement, à la résorption du déficit d'investissement du budget principal ;
- 5) **Augmenter l'autofinancement de la commune**, d'une part en contenant la progression des dépenses de fonctionnement au niveau de l'inflation, voire en deçà, sur les exercices 2026 à 2030 ; d'autre part en maintenant les taux de fiscalité directe de 2025 au même niveau tant que le déficit de la section d'investissement du budget principal n'est pas résorbé.
- 6) **Suivre précisément les subventions accordées** dans le cadre des projets en cours et saisir les opportunités se présentant à la commune en vue d'augmenter ses recettes.

- 7) **Ne pas contracter de nouvel emprunt** tant que les déficits des sections d'investissement du budget annexe maison de l'autonomie et du budget principal ne sont pas résorbés ;
- 8) **Étaler le remboursement de ses dettes**, à l'instar de ce qui a été conclu avec la communauté de communes de la Houve et du Pays Boulageois dans le cadre des sommes dues par la commune au titre de la contribution des eaux pluviales (portant sur les années 2018, 2019, 2020, 2024 et 2025) et du versement du fonds de concours consécutif à la dissolution de la régie fibre Falck Hergarten et de la reprise des emprunts contractés par la régie (paiement de 44 051 € par an pendant sept exercices).

PAR CES MOTIFS

Article 1 **Déclare** recevable la saisine du préfet du département de la Moselle, au titre de l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales ;

Article 2 **Constata** que le budget primitif 2026 de la commune de Falck n'a pas été adopté en équilibre réel, en raison de déséquilibres affectant tous ses budgets ;

Article 3 **Propose**, en application de l'article R. 1612-21 du code général des collectivités territoriales, de modifier comme indiqué et détaillé en annexe du présent avis le budget primitif 2026 de la commune de Falck ;

Article 4 **Demande** au conseil municipal de Falck de prendre, dans le délai d'un mois à compter de la notification des présentes propositions, une nouvelle délibération rectifiant le budget initial ;

Article 5 **Demande** au maire de la commune de Falck de transmettre la nouvelle délibération modifiant le budget au préfet et à la chambre régionale des comptes Grand Est dans un délai de huit jours suivant son adoption ;

Article 6 **Rappelle** que si l'organe délibérant ne s'est pas prononcé dans le délai prescrit ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre régionale des comptes Grand Est, le budget sera rendu exécutoire par le représentant de l'État dans le département ;

Article 7 **Propose** à la commune de Falck des mesures de rétablissement de l'équilibre budgétaire sur les exercices 2026 à 2030 inclus, dans le cadre d'un plan d'apurement du solde d'exécution négatif de la section de fonctionnement et de la section d'investissement du budget principal, conformément aux tableaux figurant en annexe 2 du présent avis ;

Article 8 **Rappelle** au maire de la commune de Falck qu'en application des dispositions de l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal doit être tenu informé, dès sa plus proche réunion, de l'avis rendu par la chambre et que, sans attendre cette réunion de l'assemblée délibérante, l'avis formulé par la chambre régionale des comptes et l'arrêté pris par le représentant de l'État font l'objet d'une publicité immédiate.

Le présent avis sera notifié au préfet du département de la Moselle et au maire de la commune de Falck.

Copie en sera adressée au responsable du service de gestion comptable de Saint-Avold, comptable de la commune de Falck et au directeur départemental des finances publiques de Moselle.

Fait et délibéré à Metz, en la chambre régionale des comptes Grand Est,
le 1^{er} juillet 2026.

Le Président de la chambre,
Par délégation, le président de séance,

Signé

Philippe Buzzi

Collationné, certifié conforme à la minute déposée au greffe,
de la chambre régionale des comptes Grand Est, par moi
À Metz, le 06 juillet 2026


Patrick Gratesac, secrétaire général



ANNEXES

| | |
|--|----|
| Annexe n° 1. Propositions de modifications du budget primitif 2026 | 20 |
| Annexe n° 2. Proposition de trajectoire pluriannuelle de rétablissement de l'équilibre budgétaire | 35 |

Annexe n° 1. Propositions de modifications du budget primitif 2026

Tableau n° 1 : Budget annexe « Eau » (en €)

Section d'investissement

| Chap. | Libellé | Budget voté | Proposition | Différence |
|---|--|----------------|----------------|----------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 49 574 | 40 095 | - 9 479 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 157 259 | 257 140 | 99 881 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'équipement | | 206 833 | 297 235 | 90 402 |
| 10 | Dotations, fond divers et réserves | 0 | 0 | 0 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 19 935 | 15 519 | - 4 416 |
| 18 | Compte de liaison: affectation à... | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Particip. et créances rattachées à des particip. | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 |
| 020 | Dépenses imprévues d'investissement | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses financières | | 19 935 | 15 519 | - 4 416 |
| 4581 | Total des opé. pour compte de tiers | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | | 226 768 | 312 754 | 85 986 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 1 241 | 1 241 | 0 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement | | 1 241 | 1 241 | 0 |
| D001 | Solde d'exécution négatif reporté | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des dépenses d'investissement cumulées | | 228 009 | 313 995 | 85 986 |
| 13 | Subventions d'investissement | 17 139 | 17 139 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0 | 0 | 0 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'équipement | | 17 139 | 17 139 | 0 |
| 10 | Dot, fonds divers et réserves (hors 106) | 0 | 0 | 0 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0 | 0 | 0 |
| 18 | Compte de liaison: affectation à... | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Particip. et créances rattachées à des particip. | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes financières | | 0 | 0 | 0 |
| 4582 | Total des opé. pour compte de tiers | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes réelles d'investissement | | 17 139 | 17 139 | 0 |
| 021 | Virement de la section d'exploitation | 20 941 | 106 927 | 85 986 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 43 274 | 43 274 | 0 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 64 215 | 150 201 | 85 986 |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 146 654 | 146 654 | 0 |
| TOTAL des recettes d'investissement cumulées | | 228 009 | 313 995 | 85 986 |

Source : CRC Grand Est- ANAFI budgétaire

Section d'exploitation

| Chap. | Libellé | Budget voté | Proposition | Différence |
|---|---|----------------|----------------|----------------|
| 011 | Charges à caractère général | 240 001 | 240 001 | 0 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 30 000 | 30 000 | 0 |
| 014 | Atténuation de produits | 40 000 | 108 000 | 68 000 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 2 810 | 2 810 | 0 |
| Total des dépenses de gestion des services | | 312 811 | 380 811 | 68 000 |
| 66 | Charges financières | 4 416 | 4 416 | 0 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 8 000 | 8 000 | 0 |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciations | 2 000 | 2 000 | 0 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés | 0 | 0 | 0 |
| 022 | Dépenses imprévues d'exploitation | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses réelles d'exploitation | | 327 227 | 395 227 | 68 000 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 20 941 | 106 927 | 85 986 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 43 274 | 43 274 | 0 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'ordre d'exploitation | | 64 215 | 150 201 | 85 986 |
| D002 | Résultat reporté ou anticipé | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des dépenses d'exploitation cumulées | | 391 442 | 545 428 | 153 986 |
| 013 | Atténuations de charges | 0 | 0 | 0 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 355 000 | 508 986 | 153 986 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité | 0 | 0 | 0 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0 | 0 | 0 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes de gestion des services | | 355 000 | 508 986 | 153 986 |
| 76 | Produits financiers | 0 | 0 | 0 |
| 77 | Produits exceptionnels | 2 003 | 2 003 | 0 |
| 78 | Reprises sur provisions et dépréciations | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes réelles d'exploitation | | 357 003 | 510 990 | 153 986 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 1 241 | 1 241 | 0 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'ordre d'exploitation | | 1 241 | 1 241 | 0 |
| R002 | Résultat reporté ou anticipé | 33 198 | 33 198 | 0 |
| TOTAL des recettes d'exploitation cumulées | | 391 442 | 545 429 | 153 986 |

Source : CRC Grand Est- ANAFI budgétaire

Tableau n° 2 : Détail des propositions du budget annexe « Eau »

| Article | Exploitation - Dépenses | Montant |
|---------|--|-----------|
| 6061 | Fournitures non stockables (eau, énergie, ...) | 32 000 |
| 6063 | Fournitures d'entretien et de petit équipement | 7 000 |
| 6064 | Fournitures administratives | 400 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 1 000 |
| 611 | Sous-traitance générale | 180 351 |
| 61521 | Bâtiments publics | 500 |
| 61523 | Réseaux | 1 000 |
| 6156 | Maintenance | 1 500 |
| 626 | Frais postaux et de télécommunications | 500 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 250 |
| 62871 | à la collectivité de rattachement | 5 000 |
| 6288 | Autres | 2 000 |
| 63711 | Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau | 8 500 |
| 011 | Charges à caractère général | 240 001 |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 30 000 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 30 000 |
| 701249 | Reversement à l'agence de l'eau - Redevance pour pollution d'origine domestique | 41 000 |
| 701269 | Reversement à l'agence de l'eau - Redevance sur la consommation d'eau potable | 40 000 |
| 706129 | Reversement à l'agence de l'eau - Redevance pour modernisation des réseaux de collecte | 27 000 |
| 014 | Atténuation de produits | 108 000 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 1 300 |
| 6542 | Créances éteintes | 1 500 |
| 6588 | Autres charges diverses de gestion courante | 10 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 2 810 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 4 416,40 |
| 66 | Charges financières | 4 416,40 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 8 000 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 8 000 |
| 6815 | Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation | 2 000 |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciations | 2 000 |
| 023 | Non trouvé | 106 927 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 106 927 |
| 6811 | Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles | 43 274 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 43 274 |
| Article | Exploitation - Recettes | Montant |
| 7011 | Eau | 373 987 |
| 701261 | Redevance sur la consommation d'eau potable | 40 000 |
| 704 | Travaux | 3 000 |
| 7064 | Locations de compteurs | 91 000 |
| 7068 | Autres prestations de services | 1 000 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 508 987 |
| 778 | Autres produits exceptionnels | 2 003 |
| 77 | Produits exceptionnels | 2 003 |
| 002 | Résultat reporté ou anticipé | 33 197,63 |
| R002 | Résultat reporté ou anticipé | 33 197,63 |

| Article | Investissement - Dépenses | Montant |
|-------------|---|------------------|
| 203 | Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion | 1 006 |
| 2051 | Concessions et droits assimilés | 39 089 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 40 095 |
| 2156 | Matériel spécifique d'exploitation | 48 300 |
| 2158 | Autres | 208 840 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 257 140 |
| 1641 | Emprunts en euro | 15 518,80 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 15 518,80 |
| Article | Investissement - Recettes | Montant |
| 1311 | Subventions d'équipement reçues de la collectivité de rattachement | 17 139 |
| 13 | Subventions d'investissement | 17 139 |
| 1641 | Emprunts en euro | 0,03 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,03 |
| 021 | Non trouvé | 106 927 |
| 021 | Virement de la section d'exploitation | 106 927 |
| 2803 | Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion | 4 089 |
| 2812 | Agencements, aménagements de terrains | 870 |
| 2813 | Constructions | 9 373 |
| 28156 | Matériel spécifique d'exploitation | 4 585 |
| 28158 | Autres | 23 221 |
| 2818 | Autres immobilisations corporelles | 1 136 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 43 274 |
| 001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 146 654 |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 146 654 |

Source : CRC Grand Est – ANAFI budgétaire

Tableau n° 3 : Budget annexe « Immeuble Place du marché » (en €)

Section d'investissement

| Chap. | Libellé | Budget voté | Proposition | Différence |
|---|---|----------------|----------------|-----------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) | 0 | 0 | 0 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'équipement | | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0 | 0 | 0 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 609 000 | 600 000 | - 9 000 |
| 18 | Compte de liaison : affectation (BA, régie) | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Particip. et créances rattachées | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses financières | | 609 000 | 600 000 | - 9 000 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | | 609 000 | 600 000 | - 9 000 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 | 0 | 0 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement | | 0 | 0 | 0 |
| D001 | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des dépenses d'investissement cumulées | | 609 000 | 600 000 | - 9 000 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues (sauf le 138) | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165, 166, 16449) | 309 000 | 309 000 | 0 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (hors 204) | 0 | 0 | 0 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'équipement | | 309 000 | 309 000 | 0 |
| 10 | Dot, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0 | 0 | 0 |
| 1068 | Excédent de fonct. capitalisés | 0 | 0 | 0 |
| 138 | Autres subv. d'invest non transférables | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (Comptes 165, 166, 16449) | 0 | 0 | 0 |
| 18 | Compte de liaison : affectation (BA, régie) | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Particip. et créances rattachées | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes financières | | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes réelles d'investissement | | 309 000 | 309 000 | 0 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 62 076 | 0 | - 62 076 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 | 0 | 0 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 62 076 | 0 | - 62 076 |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 575 967 | 575 967 | 0 |
| TOTAL des recettes d'investissement cumulées | | 947 043 | 884 967 | - 62 076 |

Source : CRC Grand Est- ANAFI budgétaire

Section de fonctionnement

| Chap. | Libellé | Budget voté | Proposition | Différence |
|--|--|----------------|---------------|-----------------|
| 011 | Charges à caractère général | 22 859 | 5 059 | - 17 800 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0 | 0 | 0 |
| 014 | Atténuation de produits | 0 | 0 | 0 |
| 016 | APA | 0 | 0 | 0 |
| 017 | RSA/Régularisation de RMI | 0 | 0 | 0 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) | 10 | 10 | 0 |
| 6586 | Frais de fonctionnement des groupes d'élus | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 22 869 | 5 069 | - 17 800 |
| 66 | Charges financières | 28 000 | 27 803 | - 197 |
| 67 | Charges spécifiques | 0 | 0 | 0 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | | 50 869 | 32 872 | - 17 997 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 62 076 | 0 | - 62 076 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 | 0 | 0 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | | 62 076 | 0 | - 62 076 |
| D002 | Résultat reporté ou anticipé | 7 255 | 7 255 | 0 |
| TOTAL des dépenses de fonctionnement cumulées | | 120 200 | 40 127 | - 80 073 |
| 013 | Atténuations de charges | 0 | 0 | 0 |
| 016 | APA | 0 | 0 | 0 |
| 017 | RSA/Régularisation de RMI | 0 | 0 | 0 |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes... | 120 000 | 0 | - 120 000 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf le 731) | 0 | 0 | 0 |
| 731 | Fiscalité locale | 0 | 0 | 0 |
| 74 | Dotations et participations | 0 | 0 | 0 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 200 | 40 127 | 39 927 |
| Total des recettes de gestion courante | | 120 200 | 40 127 | - 80 073 |
| 76 | Produits financiers | 0 | 0 | 0 |
| 77 | Produits spécifiques | 0 | 0 | 0 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 120 200 | 40 127 | - 80 073 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 | 0 | 0 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 0 | 0 | 0 |
| R002 | Résultat reporté ou anticipé | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des recettes de fonctionnement cumulées | | 120 200 | 40 127 | - 80 073 |

Source : CRC Grand Est- ANAFI budgétaire

Tableau n° 4 : Détail des propositions du budget annexe « Immeuble Place du marché »

| Article | Fonctionnement - Dépenses | Montant |
|-------------|---|-------------------|
| 6045 | Achats d'études et de prestations de services (terrains à aménager) | 200 |
| 60611 | Eau et assainissement | 200 |
| 60612 | Énergie - Électricité | 1 500 |
| 60621 | Combustibles | 1 500 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 150 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 1 200 |
| 627 | Services bancaires et assimilés. | 309 |
| 011 | Charges à caractère général | 5 059 |
| 65883 | Déficits sur opérations de gestion | 10 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) | 10 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 27 803,15 |
| 66 | Charges financières | 27 803,15 |
| 002 | Résultat reporté ou anticipé | 7 254,97 |
| D002 | Résultat reporté ou anticipé | 7 254,97 |
| Article | Fonctionnement - Recettes | Montant |
| 75822 | Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère administratif par le budget principal | 39 866 |
| 75888 | Autres | 261 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 40 127 |
| Article | Investissement - Dépenses | Montant |
| 1641 | Emprunts en euros | 600 000 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 600 000 |
| Article | Investissement - Recettes | Montant |
| 1641 | Emprunts en euros | 309 000 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165, 166, 16449) | 309 000 |
| 001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 575 967,04 |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 575 967,04 |

Source : CRC Grand Est – ANAFI budgétaire

Tableau n° 5 : Budget annexe « Maison de l'autonomie » (en €)

Section d'investissement

| Chap. | Libellé | Budget voté | Proposition | Différence |
|---|---|------------------|------------------|-----------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) | 0 | 0 | 0 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) | 30 000 | 25 274 | - 4 726 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) | 1 240 000 | 1 443 100 | 203 100 |
| Total des dépenses d'équipement | | 1 270 000 | 1 468 374 | 198 374 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0 | 0 | 0 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 220 000 | 208 002 | - 11 998 |
| 18 | Compte de liaison: affectation (BA, régie) | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Particip. et créances rattachées | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses financières | | 220 000 | 208 002 | - 11 998 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | | 1 490 000 | 1 676 376 | 186 376 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 | 0 | 0 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement | | 0 | 0 | 0 |
| D001 | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des dépenses d'investissement cumulées | | 1 490 000 | 1 676 376 | 186 376 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues (sauf le 138) | 80 961 | 80 961 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165, 166, 16449) | 0 | 0 | 0 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (hors 204) | 0 | 0 | 0 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'équipement | | 80 961 | 80 961 | 0 |
| 10 | Dot, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0 | 0 | 0 |
| 1068 | Excédent de fonct. capitalisés | 0 | 0 | 0 |
| 138 | Autres subv. d'invest non transférables | 0 | 0 | 0 |
| 16_ | Emprunts et dettes assimilées (Comptes 165, 166, 16449) | 19 500 | 0 | - 19 500 |
| 18 | Compte de liaison: affectation (BA, régie) | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Particip. et créances rattachées | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes financières | | 19 500 | 0 | - 19 500 |
| Total des recettes réelles d'investissement | | 100 461 | 80 961 | - 19 500 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 509 551 | 715 427 | 205 876 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 | 0 | 0 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 509 551 | 715 427 | 205 876 |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 879 988 | 879 988 | 0 |
| TOTAL des recettes d'investissement cumulées | | 1 490 000 | 1 676 376 | 186 376 |

Source : CRC Grand Est – ANAFI budgétaire

Section de fonctionnement

| Chap. | Libellé | Budget voté | Proposition | Différence |
|--|--|----------------|------------------|-----------------|
| 011 | Charges à caractère général | 124 201 | 81 500 | - 42 701 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 22 500 | 0 | - 22 500 |
| 014 | Atténuation de produits | 0 | 0 | 0 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) | 10 | 10 | 0 |
| 6586 | Frais de fonctionnement des groupes d'élus | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 146 711 | 81 510 | - 65 201 |
| 66 | Charges financières | 243 532 | 230 541 | - 12 991 |
| 67 | Charges spécifiques | 0 | 0 | 0 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | | 390 243 | 312 051 | - 78 192 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 509 551 | 715 427 | 205 876 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 | 0 | 0 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | | 509 551 | 715 427 | 205 876 |
| D002 | Résultat reporté ou anticipé | 20 953 | 20 953 | 0 |
| TOTAL des dépenses de fonctionnement cumulées | | 920 746 | 1 048 431 | 127 685 |
| 013 | Atténuations de charges | 0 | 0 | 0 |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes... | 0 | 0 | 0 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf le 731) | 0 | 0 | 0 |
| 731 | Fiscalité locale | 0 | 0 | 0 |
| 74 | Dotations et participations | 0 | 0 | 0 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 920 746 | 1 048 431 | 127 685 |
| Total des recettes de gestion courante | | 920 746 | 1 048 431 | 127 685 |
| 76 | Produits financiers | 0 | 0 | 0 |
| 77 | Produits spécifiques | 0 | 0 | 0 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 920 746 | 1 048 431 | 127 685 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 | 0 | 0 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 0 | 0 | 0 |
| R002 | Résultat reporté ou anticipé | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des recettes de fonctionnement cumulées | | 920 746 | 1 048 431 | 127 685 |

Source : CRC Grand Est – ANAFI budgétaire

Tableau n° 6 : Détail des propositions du budget annexe « Maison de l'autonomie »

| Article | Fonctionnement - Dépenses | Montant |
|---------|---|------------|
| 60612 | Énergie - Électricité | 25 000 |
| 60621 | Combustibles | 5 000 |
| 60611 | Eau et assainissement | 1 000 |
| 6156 | Maintenance | 1 000 |
| 6161 | Multirisques | 7 000 |
| 622 | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires | 33 600 |
| 627 | Services bancaires et assimilés. | 500 |
| 6288 | Autres | 5 400 |
| 623 | Publicité, publications, relations publiques | 3 000 |
| 011 | Charges à caractère général | 81 500 |
| 65883 | Déficits sur opérations de gestion | 10 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) | 10 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 194 540,90 |
| 6618 | Intérêts des autres dettes | 36 000 |
| 66 | Charges financières | 230 540,90 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 715 427 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 715 427 |
| 002 | Résultat reporté ou anticipé | 20 952,83 |
| D002 | Résultat reporté ou anticipé | 20 952,83 |
| Article | Fonctionnement - Recettes | Montant |
| 75822 | Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère administratif par le budget principal | 1 048 431 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 1 048 431 |
| Article | Investissement - Dépenses | Montant |
| 2135 | Installations générales, agencements, aménagements des constructions | 900 |
| 2184 | Matériel de bureau et mobilier | 24 374 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) | 25 274 |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles | 1 443 100 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) | 1 443 100 |
| 1641 | Emprunts en euros | 208 002 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 208 002 |
| Article | Investissement - Recettes | Montant |
| 1311 | État et établissements nationaux | 80 961 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues (sauf le 138) | 80 961 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 715 427 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 715 427 |
| 001 | Résultat reporté ou anticipé | 879 988,33 |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 879 988,33 |

Source : CRC Grand Est – ANAFI budgétaire

Tableau n° 7 : Budget principal (en €)

Section d'investissement

| Chap. | Libellé | Budget voté | Proposition | Différence |
|---|---|------------------|------------------|-----------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) | 28 100 | 24 030 | - 4 070 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) | 113 450 | 90 933 | - 22 517 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'équipement | | 141 550 | 114 963 | - 26 587 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0 | 0 | 0 |
| 13 | Subventions d'investissement | 27 250 | 27 250 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 182 438 | 153 614 | - 28 824 |
| 18 | Compte de liaison : affectation (BA, régie) | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Particip. et créances rattachées | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses financières | | 209 688 | 180 864 | - 28 824 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | | 351 238 | 295 827 | - 55 411 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 | 0 | 0 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement | | 0 | 0 | 0 |
| D001 | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé | 1 617 793 | 1 617 793 | 0 |
| TOTAL des dépenses d'investissement cumulées | | 1 969 031 | 1 913 620 | - 55 411 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues (sauf le 138) | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165, 166, 16449) | 0 | 0 | 0 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (hors 204) | 0 | 0 | 0 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'équipement | | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Dot, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 12 500 | 8 640 | - 3 860 |
| 1068 | Excédent de fonct. capitalisés | 38 701 | 38 701 | 0 |
| 138 | Autres subv. d'invest non transférables | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (Comptes 165, 166, 16449) | 100 | 100 | 0 |
| 18 | Compte de liaison : affectation (BA, régie) | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Particip. et créances rattachées | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes financières | | 51 301 | 47 441 | - 3 860 |
| Total des recettes réelles d'investissement | | 51 301 | 47 441 | - 3 860 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 64 519 | 0 | - 64 519 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 26 212 | 26 212 | 0 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 97 731 | 26 212 | - 71 519 |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des recettes d'investissement cumulées | | 149 032 | 73 653 | - 75 379 |

Source : CRC Grand Est – ANAFI budgétaire

Section de fonctionnement

| Chap. | Libellé | Budget voté | Proposition | Différence |
|--|--|------------------|------------------|-----------------|
| 011 | Charges à caractère général | 615 700 | 695 776 | 80 076 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 880 000 | 880 000 | 0 |
| 014 | Atténuation de produits | 152 000 | 151 674 | - 326 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) | 1 029 793 | 1 324 164 | 294 371 |
| 6586 | Frais de fonctionnement des groupes d'élus | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 2 677 493 | 3 051 614 | 374 121 |
| 66 | Charges financières | 45 000 | 29 137 | - 15 863 |
| 67 | Charges spécifiques | 3 000 | 1 000 | - 2 000 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) | 7 000 | 7 000 | 0 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | | 2 725 493 | 3 088 751 | 363 258 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 64 519 | 0 | - 64 519 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 26 212 | 26 212 | 0 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | | 97 731 | 26 212 | - 71 519 |
| D002 | Résultat reporté ou anticipé | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des dépenses de fonctionnement cumulées | | 2 823 224 | 3 114 963 | 291 739 |
| 013 | Atténuations de charges | 40 000 | 40 000 | 0 |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes... | 49 632 | 54 632 | 5 000 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf le 731) | 337 000 | 337 442 | 442 |
| 731 | Fiscalité locale | 1 801 288 | 1 890 501 | 89 213 |
| 74 | Dotations et participations | 518 800 | 544 469 | 25 669 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 76 500 | 76 608 | 108 |
| Total des recettes de gestion courante | | 2 823 220 | 2 943 652 | 120 432 |
| 76 | Produits financiers | 4 | 4 | 0 |
| 77 | Produits spécifiques | 0 | 0 | 0 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 2 823 224 | 2 943 656 | 120 432 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 | 0 | 0 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 0 | 0 | 0 |
| R002 | Résultat reporté ou anticipé | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des recettes de fonctionnement cumulées | | 2 823 224 | 2 943 656 | 120 432 |

Source : CRC Grand Est – ANAFI budgétaire

Tableau n° 8 : Détail des propositions du budget principal

| Article | Fonctionnement - Dépenses | Montant |
|------------|---|----------------|
| 60611 | Eau et assainissement | 25 000 |
| 60612 | Énergie - Électricité | 200 000 |
| 60621 | Combustibles | 95 500 |
| 60622 | Carburants | 8 000 |
| 60623 | Alimentation | 500 |
| 60624 | Produits de traitement | 200 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 4 000 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 15 000 |
| 60633 | Fournitures de voirie | 13 000 |
| 60636 | Habillement et Vêtements de travail | 6 000 |
| 6064 | Fournitures administratives | 2 000 |
| 6067 | Fournitures scolaires | 2 000 |
| 6068 | Autres matières et fournitures. | 1 000 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 85 000 |
| 612 | Redevances de crédit-bail | 25 000 |
| 613 | Locations | 2 000 |
| 61521 | Terrains | 300 |
| 615221 | Bâtiments publics | 8 000 |
| 615228 | Autres bâtiments | 2 300 |
| 615231 | Voiries | 5 000 |
| 61524 | Bois et forêts | 2 000 |
| 61551 | Matériel roulant | 5 000 |
| 61558 | Autres biens mobiliers | 3 145 |
| 6156 | Maintenance | 17 220 |
| 6161 | Multirisques | 30 460 |
| 6168 | Autres | 11 100 |
| 618 | Divers | 1 000 |
| 622 | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires | 40 000 |
| 623 | Publicité, publications, relations publiques | 2 000 |
| 624 | Transports de biens et transports collectifs | 5 500 |
| 625 | Déplacements et missions | 500 |
| 626 | Frais postaux et frais de télécommunications | 2 000 |
| 627 | Services bancaires et assimilés. | 500 |
| 6281 | Concours divers (cotisations...) | 2 500 |
| 62871 | A la collectivité de rattachement | 44 051 |
| 635 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts). | 29 000 |
| 011 | Charges à caractère général | 695 776 |
| 633 | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) | 20 000 |
| 6411 | Personnel titulaire | 513 000 |
| 6413 | Personnel non titulaire | 140 000 |
| 6450 | Non trouvé | 197 000 |
| 6470 | Non trouvé | 10 000 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 880 000 |
| 739221 | FNGIR | 151 674 |
| 014 | Atténuation de produits | 151 674 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 20 |
| 65568 | Autres contributions | 21 000 |
| 6558 | Autres contributions obligatoires | 106 232 |
| 657363 | CCAS/CIAS | 5 000 |

| | | |
|----------------|--|-------------------|
| 657364 | Non trouvé | 2 000 |
| 65818 | Autres | 12 550 |
| 65821 | Déficit des budgets annexes à caractère administratif | 1 088 297 |
| 65888 | Autres | 10 |
| 65311 | Indemnités de fonction | 65 000 |
| 65313 | Cotisations de retraite | 3 000 |
| 65314 | Cotisations de sécurité sociale - part patronale | 8 000 |
| 65315 | Formation | 1 000 |
| 653172 | Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat | 55 |
| 6542 | Créances éteintes | 12 000 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) | 1 324 164 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 27 837 |
| 6618 | Intérêts des autres dettes | 1 300 |
| 66 | Charges financières | 29 137 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 1 000 |
| 67 | Charges spécifiques | 1 000 |
| 681 | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions - Charges de fonctionnement | 7 000 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) | 7 000 |
| Article | Fonctionnement - Recettes | Montant |
| 6479 | Remboursements sur autres charges sociales | 40 000 |
| 013 | Atténuations de charges | 40 000 |
| 7023 | Menus produits forestiers | 2 000 |
| 70311 | Concession dans les cimetières (produit net) | 2 000 |
| 7032 | Droits de permis de stationnement et de location sur la voie publique, les rivières, ports et quais fluviaux et autres lieux publics | 900 |
| 70388 | Autres redevances et recettes diverses | 200 |
| 70688 | Autres prestations de services | 14 532 |
| 708422 | Mise à disposition de personnel facturée aux budgets annexes et aux régies dotés de la personnalité morale | 30 000 |
| 70872 | Remboursements de frais par les budgets annexes et les régies | 5 000 |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes... | 54 632 |
| 73211 | Attribution de compensation | 265 442,01 |
| 732221 | Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales | 29 000 |
| 73223 | Fonds départemental des DMTO pour les communes de moins de 5 000 habitants | 43 000 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf le 731) | 337 442,01 |
| 73111 | Impôts directs locaux | 1 857 894 |
| 73118 | Autres contributions directes | 87 |
| 73141 | Accise sur l'électricité | 32 520 |
| 731 | Fiscalité locale | 1 890 501 |
| 7414 | DGF des permanents syndicaux | 7 000 |
| 742 | Dotations aux élus locaux | 4 228 |
| 744 | FCTVA | 5 152,77 |
| 74751 | GFP de rattachement | 12 000 |
| 74833 | État – Compensation au titre des exonérations de taxes foncières | 3 991 |
| 74836 | Attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle | 50 000 |
| 7485 | Dotation pour les titres sécurisés | 9 500 |
| 74111 | Dotation forfaitaire des communes | 268 940 |
| 741121 | Dotation de solidarité rurale (DSR) des communes | 127 269 |
| 741127 | Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes | 56 388 |
| 74 | Dotations et participations | 544 468,77 |
| 752 | Revenus des immeubles | 70 000 |

| | | |
|----------------|---|----------------|
| 75738 | Autres | 6 500 |
| 7588 | Autres produits divers de gestion courante | 108 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 76 608 |
| 761 | Produits de participations | 4 |
| 76 | Produits financiers | 4 |
| Article | Investissement - Dépenses | Montant |
| 203 | Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion | 3 740 |
| 2051 | Concessions et droits similaires | 20 290 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) | 24 030 |
| 212 | Agencements et aménagements de terrains | 15 000 |
| 2135 | Installations générales, agencements, aménagements des constructions | 62 334 |
| 2157 | Matériel et outillage technique | 3 113 |
| 2158 | Autres installations, matériel et outillage techniques | 183 |
| 2182 | Matériel de transport | 5 000 |
| 2184 | Matériel de bureau et mobilier | 743 |
| 2188 | Autres | 4 560 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) | 90 933 |
| 1323 | Départements | 15 000 |
| 1345 | Amendes de radars automatiques et amendes de police | 12 250 |
| 13 | Subventions d'investissement | 27 250 |
| 1641 | Emprunts en euros | 153 614 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 153 614 |
| 001 | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé | 1 617 793 |
| D001 | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé | 1 617 793 |
| Article | Investissement - Recettes | Montant |
| 10222 | F.C.T.V.A. | 8 140 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 500 |
| 10 | Dot, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 8 640 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 38 701 |
| 1068 | Excédent de fonct. capitalisés | 38 701 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 100 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (Comptes 165, 166, 16449) | 100 |

Source : CRC Grand Est – ANAFI budgétaire

Annexe n° 2. Proposition de trajectoire pluriannuelle de rétablissement de l'équilibre budgétaire

Tableau n° 1 : Traduction budgétaire des tableaux d'amortissement des emprunts de la commune

| (en euros) | Montant total emprunté | 2026 | | | 2027 | | | 2028 | | |
|---------------------|------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | Capital | Intérêts | Total | Capital | Intérêts | Total | Capital | Intérêts | Total |
| Budget principal | 3 140 000 | 153 613,11 | 27 836,03 | 181 449,14 | 152 393,33 | 24 554,86 | 176 948,19 | 137 988,40 | 21 753,25 | 159 741,65 |
| BA Immeuble | 909 000 | 600 000 | 27 803,15 | 613 803,15 | 309 000,00 | 5 222,05 | 314 222,05 | | | |
| BA Maison autonomie | 6 802 603 | 208 001,02 | 194 540,90 | 402 541,92 | 1 212 269,64 | 177 137,67 | 1 389 407,31 | 216 699,90 | 138 017,16 | 354 717,06 |
| BA Eau | 278 000 | 15 518,80 | 4 416,40 | 19 935,20 | 16 131,44 | 3 803,76 | 19 935,20 | 16 772,23 | 3 162,97 | 19 935,20 |
| TOTAL | 11 129 603 | 977 132,93 | 254 596,48 | 1 217 729,41 | 1 689 794,41 | 210 718,34 | 1 900 512,75 | 371 460,53 | 162 933,38 | 534 393,91 |

| (en euros) | 2029 | | | 2030 | | |
|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Capital | Intérêts | Total | Capital | Intérêts | Total |
| Budget principal | | | | | | |
| BA Immeuble | 122 691,15 | 19 650,72 | 142 341,87 | 124 575,77 | 17 852,02 | 142 427,79 |
| BA Maison autonomie | | | | | | |
| BA Eau | 221 298,52 | 132 728,36 | 354 026,88 | 226 072,43 | 127 329,49 | 353 401,92 |
| TOTAL | 17 442,49 | 2 492,71 | 19 935,20 | 18 143,73 | 1 791,47 | 19 935,20 |
| | 361 432,16 | 154 871,79 | 516 303,95 | 368 791,93 | 146 972,98 | 515 764,91 |

Source : CRC Grand Est d'après les tableaux d'amortissement des emprunts en juin 2026.

Tableau n° 2 : Budget annexe maison de l'autonomie

Section d'investissement

| Chap. | Dépenses | 2026 corrigé | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|---|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 25 274 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 443 100 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'équipement | | 1 468 374 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 |
| 13 | Subventions d'investissement | | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 208 001 | 1 212 270 | 216 700 | 221 299 | 226 073 |
| Total des dépenses financières | | 208 001 | 1 212 270 | 216 700 | 221 299 | 226 073 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | | 1 676 375 | 1 237 270 | 241 700 | 246 299 | 251 073 |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 1 676 375 | 1 237 270 | 241 700 | 246 299 | 251 073 |
| D001 | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des dépenses d'investissement cumulées | | 1 676 375 | 1 237 270 | 241 700 | 246 299 | 251 073 |
| Chap. | Recettes | 2026 corrigé | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 80 961 | | | | |
| 204 | Subventions d'équipement reçues | | | | | |
| Total des recettes d'équipement | | 80 961 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Dot, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1068 | Excédent de fonct. capitalisés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0 | 19 500 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| Total des recettes financières | | 0 | 19 500 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| Total des recettes réelles d'investissement | | 80 961 | 19 500 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 715 427 | 1 217 770 | 231 700 | 236 299 | 241 073 |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 715 427 | 1 217 770 | 231 700 | 236 299 | 241 073 |
| TOTAL | | 796 388 | 1 237 270 | 241 700 | 246 299 | 251 073 |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 879 988 | 0 | | | |
| TOTAL des recettes d'investissement cumulées | | 1 676 376 | 1 237 270 | 241 700 | 246 299 | 251 073 |
| SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section de fonctionnement

| Chap. | Dépenses | 2026 corrigé | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|--|--|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| 011 | Charges à caractère général | 81 500 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 656) | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 81 510 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| 66 | Charges financières | 230 541 | 177 138 | 138 018 | 132 729 | 127 330 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | | 230 541 | 177 138 | 138 018 | 132 729 | 127 330 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 715 427 | 1 217 770 | 231 700 | 236 299 | 241 073 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | | 715 427 | 1 217 770 | 231 700 | 236 299 | 241 073 |
| TOTAL | | 1 027 478 | 1 444 908 | 419 718 | 419 028 | 418 403 |
| D002 | Résultat reporté ou anticipé | 20 953 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des dépenses de fonctionnement cumulées | | 1 048 431 | 1 444 908 | 419 718 | 419 028 | 418 403 |
| Chap. | Recettes | 2026 corrigé | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes... | 0 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 |
| 73 | Impôts et taxes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 74 | Dotations et participations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 1 048 431 | 1 144 908 | 119 718 | 119 028 | 118 403 |
| Total des recettes de gestion courante | | 1 048 431 | 1 144 908 | 419 718 | 419 028 | 418 403 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 1 048 431 | 1 144 908 | 419 718 | 419 028 | 418 403 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 1 048 431 | 1 144 908 | 419 718 | 419 028 | 418 403 |
| R002 | Résultat reporté ou anticipé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des recettes de fonctionnement cumulées | | 1 048 431 | 1 144 908 | 419 718 | 419 028 | 418 403 |
| SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Source : CRC Grand Est

Note : la trajectoire proposée repose sur les hypothèses suivantes :

- Maintien des dépenses d'équipement au niveau de 2026
- Prise en compte des emprunts à rembourser au regard des tableaux d'amortissement des emprunts à la date du 1^{er} juillet

- Fin des appels de fonds du mandataire à partir de 2027
- Limitation des charges à caractère général
- Encaissement des loyers des 31 logements dès 2027
- Subvention d'équilibre du budget principal

Tableau n° 3 : Budget principal

Section d'investissement

| Chap. | Dépenses | 2026 corrigé | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|---|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 24 030 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 90 933 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses d'équipement | | 114 963 | 110 000 | 110 000 | 110 000 | 110 000 |
| 10 | Dotations, fond divers et réserves | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13 | Subventions d'investissement | 27 250 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 153 614 | 461 393 | 137 988 | 122 691 | 124 576 |
| Total des dépenses financières | | 180 864 | 461 393 | 137 988 | 122 691 | 124 576 |
| 45..1 | Total des opé. pour compte de tiers | | | | | |
| Total des dépenses réelles d'investissement | | 295 827 | 571 393 | 247 988 | 232 691 | 234 576 |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 295 827 | 571 393 | 247 988 | 232 691 | 234 576 |
| D001 | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé | 1 617 793 | 1 555 000 | 2 117 842 | 1 296 263 | 248 578 |
| TOTAL des dépenses d'investissement cumulées | | 1 913 620 | 2 126 393 | 2 365 830 | 1 528 954 | 483 154 |

| Chap. | Recettes | 2026 corrigé | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|---|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|----------------|
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0 | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0 | | | | |
| Total des recettes d'équipement | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Dot. fonds divers et réserves (hors 1068) | 8 640 | 8 551 | 8 551 | 8 551 | 8 551 |
| 1068 | Excédent de fonct. capitalisés | 38 701 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 138 | Autres subv. d'invest non transférables | 0 | | | | |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0 | | | | |
| Total des recettes financières | | 47 441 | 8 551 | 8 551 | 8 551 | 8 551 |
| Total des recettes réelles d'investissement | | 47 441 | 8 551 | 8 551 | 8 551 | 8 551 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 0 | 0 | 1 061 016 | 1 271 825 | 474 602 |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 26 212 | 0 | 1 061 016 | 1 271 825 | 474 602 |
| TOTAL | | 73 653 | 8 551 | 1 069 567 | 1 280 376 | 483 153 |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 0 | | | | |
| | Reprise résultat de clôture BA immeuble | 284 967 | | | | |
| TOTAL des recettes d'investissement cumulées | | 73 653 | 8 551 | 1 069 567 | 1 280 376 | 483 153 |
| SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | - 1 555 000 | - 2 117 842 | - 1 296 263 | - 248 578 | 0 |

Section de fonctionnement

| Chap. | Dépenses | 2026 corrigé | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|-------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 695 776 | 702 734 | 709 761 | 716 859 | 724 027 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 880 000 | 880 000 | 880 000 | 880 000 | 880 000 |
| 014 | Atténuation de produits | 151 674 | 151 674 | 151 674 | 151 674 | 151 674 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 656) | 1 324 164 | 1 227 908 | 202 718 | 202 028 | 201 403 |
| | <i>dépenses 65</i> | | 83 000 | 83 000 | 83 000 | 83 000 |
| | <i>BA autonomie</i> | | 1 144 908 | 119 718 | 119 028 | 118 403 |
| | Total des dépenses de gestion courante | 3 051 614 | 2 962 316 | 1 944 153 | 1 950 561 | 1 957 104 |
| 66 | Charges financières | 29 137 | 29 777 | 21 754 | 19 651 | 17 853 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 1 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 68 | Dotations aux provisions semi-budgétaires | 7 000 | | | | |
| | Total des dépenses réelles de fonctionnement | 3 088 751 | 2 992 093 | 1 965 907 | 1 970 211 | 1 974 957 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0 | 0 | 1 061 016 | 1 271 825 | 474 602 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 26 212 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | 26 212 | 0 | 1 061 016 | 1 271 825 | 474 602 |
| | TOTAL | 3 114 963 | 2 992 093 | 3 026 923 | 3 242 036 | 2 449 559 |
| D002 | Résultat reporté ou anticipé | | 171 307 | 113 576 | | |
| | TOTAL des dépenses de fonctionnement cumulées | 3 114 963 | 3 163 400 | 3 140 499 | 3 242 036 | 2 449 559 |

| Chap. | Recettes | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|--|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 013 | Atténuations de charges | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes... | 54 632 | 54 000 | 54 000 | 54 000 | 54 000 |
| 73 | Impôts et taxes | 337 442 | 336 430 | 333 402 | 330 401 | 327 428 |
| 731 | Fiscalité locale | 1 890 501 | 1 983 136 | 2 080 309 | 2 182 244 | 2 289 174 |
| 74 | Dotations et participations | 544 469 | 560 259 | 560 819 | 561 380 | 561 941 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 76 608 | 76 000 | 76 000 | 76 000 | 76 000 |
| Total des recettes de gestion courante | | 2 943 652 | 3 049 824 | 3 144 530 | 3 244 025 | 3 348 543 |
| 76 | Produits financiers | 4 | 0 | | | |
| 77 | Produits exceptionnels | | | | | |
| 78 | Reprises sur provisions semi-budgétaires | | | | | |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 2 943 656 | 3 049 824 | 3 144 530 | 3 244 025 | 3 348 543 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 2 943 656 | 3 049 824 | 3 144 530 | 3 244 025 | 3 348 543 |
| R002 | Résultat reporté ou anticipé | 0 | | | | |
| TOTAL des recettes de fonctionnement cumulées | | 2 943 656 | 3 049 824 | 3 144 530 | 3 244 025 | 3 348 543 |
| SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | -171 307 | -113 576 | 4 031 | 1 989 | 898 984 |

Source : CRC Grand Est

Note : la trajectoire proposée repose sur les hypothèses suivantes :

- Dépenses d'équipement limitées aux seules dépenses de gros entretien et de mise en sécurité (niveau de 2026)
- Prise en compte des emprunts à rembourser au regard des tableaux d'amortissement des emprunts à la date du 1^{er} juillet (y compris ceux du budget annexe immeuble place du marché dans le cadre de sa clôture)
- Augmentation des charges générales limitée à 1%/an
- Maintien des charges de personnel au niveau de 2026
- Prise en compte de la subvention d'équilibre nécessaire au budget annexe maison de l'autonomie
- Pour les impôts et taxes, la fiscalité locale et les dotations et participations, application de l'évolution constatée entre 2025 et 2026, soit respectivement - 0,3 %, 4,9 % et 2,9 %. S'agissant de la fiscalité locale, il s'agit uniquement de l'augmentation des bases, pas d'une augmentation des taux.

